SEMINAIRE DES DIRECCTE DU 3 DECEMBRE 2012

MODERNISATION, PIEGE A CONS !!!

Après les Assises nationales, mobilisons nous contre la déstructuration de nos services !

Ce 3 décembre 2012 se tient, en présence du Ministre Sapin, le séminaire interrégional réunissant le Centre, l'Ile de France, Mayotte et la Réunion, dont l'objectif affiché est d'engager un débat avec la « société civile » sur les problématiques suivantes :

- Notre système d'inspection du travail répond-il à l'évolution du monde du travail et aux attentes de la société ?
- Quel rôle et place de l'État en matière de politique de l'emploi et de formation professionnelle à la veille d'une 3ème vague de décentralisation ?
- Comment anticiper et accompagner les mutations économiques ? Quel rôle est attendu de l'État pour contribuer à la sécurisation des parcours professionnels ?

Ces séminaires se tiennent dans un contexte particulièrement tendu : PSE de la fonction publique (anciennement dénommé RGPP et désormais Politique de Modernisation de l'Action Publique –MAP-) , installation à marche forcée des Direccte. Les retours des premiers séminaires sont inquiétants, après s'être engagé à l'abandon des politiques antérieures, on nous entonne « la RGPP est morte …. Vive la RGPP » !

Les effets de cette restructuration se font déjà durement sentir : sous-effectif chronique des services en matière de personnel de secrétariat, détérioration de la qualité de l'accueil (répondeurs téléphoniques, externalisation, ouverture sur des demies-journées), restructuration des services informatiques, déménagements, réduction des mètres carrés disponibles, le tout accentuant la dégradation des conditions de travail des agents et du service rendu aux usagers.

Les missions des services déconcentrés ont été démantelées au fil des dernières années (COTOREP, contrôle de la recherche d'emploi, formation professionnelle, MOE, enregistrement des contrats d'apprentissage, contrats aidés…) et les agents priés de se trouver « aux forceps » des postes de reclassement.

Le désengagement de l'Etat se poursuit avec par exemple la menace d'une externalisation, voire privatisation, des **services de renseignements** mais aussi avec **l'acte 3 de la décentralisation** au profit des régions au point d'hypothéquer la survie du pôle « 3 E ». Où est l'engagement d'un Etat garant d'une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire ?

Concernant l'inspection du travail**, l'arnaque du PDMIT** est démasquée : une fois retirés la création de postes « non inspectant» et les effets arithmétiques de la fusion avec les transports et l'agriculture, les créations de postes d'agent de contrôle sont faibles et sont en voie de neutralisation par les restrictions budgétaires. Sans compter que le PDMIT s'est mis en place sans aucun effectif de secrétariat ni moyen matériel supplémentaires. Où est le progrès ?

La caporalisation des agents de contrôle s'incarne dans **l'instruction sur « la ligne hiérarchique** », où le système d'Inspection est conçu comme le système chargé de *mettre en œuvre la politique du travail*, son aspect social protecteur *« comportant une dimension économique de la gestion des ressources humaines…* ». Elle décline sans vergogne l'arsenal des outils de « *reporting* », « *benchmarcking* » … en mettant la pression sur les agents à qui l'on demande parallèlement de s'investir dans des campagnes « risques psycho-sociaux » !

Concocté dans le huis-clos des réunions entre la DGT et les chefs de Pôle « T », deux ans seulement après la fin du PDMIT, un « nouveau » projet de réforme de l'inspection du travail 2012-2014 est en discussion à partir d'un diagnostic externe biaisé, réalisé par auditions des partenaires sociaux : ainsi, l'inspection du travail ne saurait plus appréhender les mutations des modèles productifs et du travail. Ce projet, s'il se réalisait, constituerait une atteinte particulièrement grave à l'indépendance des agents de l'inspection du travail.

Les agents réunis en Assises les 21 et 22 novembre ont décidé de se mobiliser contre les politiques régressives mises à l'œuvre, qui cassent les collectifs de travail, suppriment massivement les effectifs (Catégorie C), déclassent les agents (Statut des contrôleurs du travail), détruisent les missions et ont mandaté les organisations syndicales pour porter leurs revendications.

Le séminaire régional, parodie de dialogue est l'occasion pour nous mobiliser et porter nos revendications auprès du Ministre :

-Arrêt de la décentralisation des services de l'emploi et de la formation professionnelle, demandons leur maintien au sein du Ministère du Travail avec les moyens humains et matériels correspondants.

-Arrêt des suppressions de poste ; Il est urgent de créer des emplois de catégorie C

- Arrêt des externalisations et mutualisations des services supports qui doivent rester au plus près des agents afin de leur permettre d'assurer un service public de qualité,

-Retrait de l'instruction sur la ligne hiérarchique et de la PFR. L'inspection du travail n'est pas là pour accompagner les modes de management qui rendent les salariés malades du travail. Seule une section généraliste et territoriale, respectueuse des conventions n°81 et 129 de l'OIT est de nature à garantir l'indépendance des agents de contrôle.

POUR LA DEFENSE DU SERVICE PUBLIC du Travail, de l'Emploi et de la Form Pro
RASSEMBLEMENT REGIONAL
RDV 9h00 Lundi 3 décembre
14 rue Cabanis – 75014 PARIS
METRO GLACIERE OU SAINT-JACQUES

(Les absences seront couvertes par chèques syndicaux et des heures d'info ont été déposées).